

BUDGET 2012

En prenant connaissance du document budgétaire présenté aujourd'hui, j'ai regretté que ce dernier ne reprenne pas en introduction le contexte national, ce qui aurait permis de clarifier les difficultés rencontrées par les bailleurs sociaux et dénoncer la politique nationale envers le logement social. Rien qui ne vienne dénoncer le désengagement sans précédent de l'Etat en matière de logement social. Rien qui ne vienne au moins regretter les choix budgétaires de l'Etat ces cinq dernières années et inciter le gouvernement à prendre conscience qu'il est urgent de pallier à la faiblesse du financement des logements sociaux. Pourtant les premières victimes de ce désengagement sont bien les organismes HLM qui aujourd'hui n'ont pas d'autres solutions que de mettre un peu plus à contribution les locataires.

Comment passer sous silence le fait qu'après avoir satisfait l'appétit des banques avec la banalisation du livret A en 2008, le gouvernement envisage de céder encore à leurs exigences. Cela en acceptant de réduire la part centralisée auprès de la Caisse de Dépôts et Consignations des fonds collectés à hauteur de 65 % au lieu de 70 %, contrairement à son engagement initial. Les fonds centralisés seraient ainsi maintenus à hauteur de 160 milliards, soit la même enveloppe qu'en 2008. Cela va encore aggraver la crise du logement en diminuant la ressource disponible pour le logement social et la bonification des prêts.

La CGT considère qu'il y a urgence à refonder autour du livret A un pôle public de financement du logement et maintenir à tout prix la centralisation des fonds à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Comment ne pas évoquer le véritable racket entrepris par l'Etat sur le 1% Logement. C'est 3,25 milliards d'euros qu'il va prélever sur les ressources du 1% Logement pour la période 2012-2014, afin de financer les agences nationales pour la rénovation urbaine et de l'habitat (ANRU et ANAH), dont les politiques sont pourtant de sa responsabilité. Il y a là du mépris vis-à-vis des organisations syndicales et patronales qui collectent et gèrent ces fonds.

Il y a aussi la ponction de 245 millions d'€ prélevée sur les organismes HLM. Bien que le document que nous avons entre les mains stipule "*...un infléchissement à la baisse du prélèvement opéré par l'Etat sur le potentiel financier...*" ce dernier n'en demeure pas moins injuste car encore une fois, il revient à faire payer aux locataires le désengagement de l'Etat. C'est un mauvais coup de plus porté aux salariés qui subissent déjà une politique d'austérité elle aussi injuste et inefficace, avec par exemple la hausse du taux réduit de TVA de 5,5% à 7% ; le plafonnement à 1% de l'aide personnalisée au logement ou encore l'augmentation des dépenses de chauffage résultant de la politique de libéralisation de l'électricité et du gaz.

La réduction de la part centralisée auprès de la Caisse de Dépôts et Consignations des fonds provenant du livret A, la nouvelle ponction sur le 1% Logement ou celle effectuée sur le potentiel financier des organismes HLM, c'est autant de mesures qui prouvent que l'Etat cherche à réorienter le logement dans une logique de marchandisation, ce qui conduit à le considérer comme un produit de spéculation.

Cette politique en matière de logement social, totalement inéquitable et injuste, la CGT ne peut la cautionner et je ne voterai donc pas ce budget, qui de plus entérine une hausse des loyers de 1,9% que je n'avais déjà pas approuvée.

Daniel LEBRE
Administrateur pour la CGT-43

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Daniel Lebre', is written over a circular stamp or seal.